

Le président du CDH, Benoît Lutgen, va-t-il former un gouvernement wallon avec le seul MIR ? Il fait tout pour l'éviter, et rallier les écologistes. © BELGA

L'audit Du bon et surtout du très mauvais dans la gestion de Publifin

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. La maxime de Boileau a trouvé une belle illustration ce mardi au parlement wallon où les députés ont reçu les explications de sept universitaires chargés par le gouvernement de réaliser un audit stratégique, économique et financier du groupe Publifin dans la foulée des scandales révélés au cours de l'hiver. Un travail essentiel mais radicalement différent de celui poursuivi par la commission d'enquête qui s'est concentrée sur les problèmes de gouvernance et d'organisation interne.

A la lecture des échos parus dans la presse (voir *Le Soir* du jeudi 6 juillet), l'impression générale était que les 240 pages de cet audit pouvaient apporter un peu de baume au cœur des dirigeants actuels de Nethys, la filiale industrielle de l'intercommunale Publifin : la straté-

gie de Stéphane Moreau et consorts était largement validée.

Mais ce mardi, l'examen oral des auteurs (plus de cinq heures, mine de rien !) a inversé la tendance ou plutôt remis l'église au milieu du village : si les choix économiques et leur impact sur l'emploi dans le bassin liégeois sont bien jugés positivement, les commentaires sur le parcours du groupe sont beaucoup moins enthousiastes. A telle enseigne que pour les députés wallons, cet audit économique et le rapport final de la commission d'enquête, assassin pour Nethys, se rejoignent sur de nombreux points.

Le malaise est évident. Les universitaires ont fait part de leur insatisfaction : « Nous déplorons la publication de notre travail dans la presse. Mais ce sont les vices de la politique », a asséné Denis

Philippe (UCL), le porte-parole de cette équipe de haut vol.

Le texte définitif de l'audit a été déposé mercredi dernier sur la table du gouvernement wallon, son commanditaire. Comme le prouve la page de garde, la mention « *confidentiel* » y apparaissait clairement. Quelle ne fut pas la surprise de ces scientifiques de découvrir, dès le lendemain, le fruit de leur travail dans les journaux ! Et développé de manière imparfaite, assurent-ils.

Osons le dire, et même si notre journal se sort des critiques avec les honneurs : les députés pensent que l'exécutif a livré cette pièce à la presse en guise de contre-feu. Il fallait compenser l'effet désastreux pour Nethys du rapport de la commission d'enquête publié vingt-quatre heures plus tôt à peine. « Je suis sous le choc après la lecture de la presse

et celle des 240 pages de l'audit. Qu'est-ce qui s'est passé pour que la tonalité entre les deux soit si différente ? », a résumé Jean-Luc Crucke (MR).

Gouvernance informelle

Sans souci d'exhaustivité, il faut notamment relever que les auteurs déplorent « le manque de traçabilité des investissements pour les actionnaires communaux et provinciaux à cause de la situation complexe du groupe ». Ils soulignent aussi « l'inexpérience et le manque de compétences des administrateurs », et donc « l'absence de recul » sur des décisions prises par « un comité de direction très puissant ».

Un spécialiste insiste sur un point : « J'ai été l'immerdeur du groupe parce que je n'ai cessé de rappeler que, dans le cadre d'une entreprise publique, on ne

peut pas faire tout et n'importe quoi, notamment transférer des activités comme on veut d'une entité à une autre », a expliqué Jérôme Sohler (ULB). Il est encore question du respect approximatif de l'intérêt communal ou de la législation sur les marchés publics, comme Le Soir l'avait souligné, mais aussi des rapports entre Nethys et Resa, le gestionnaire de réseau, ou encore de certains investissements « à la légalité plus que douteuse ».

« Ce qu'on a vu chez Publifin, c'est comme si le Service public de Wallonie, l'administration donc, décidait de transférer ses activités à un groupe privé. Ce n'est pas possible », conclut un des auteurs. Les membres de la commission d'enquête poussent un « ouf » de soulagement : ils ne se sont pas fourvoyés. ■

ERIC DEFFET